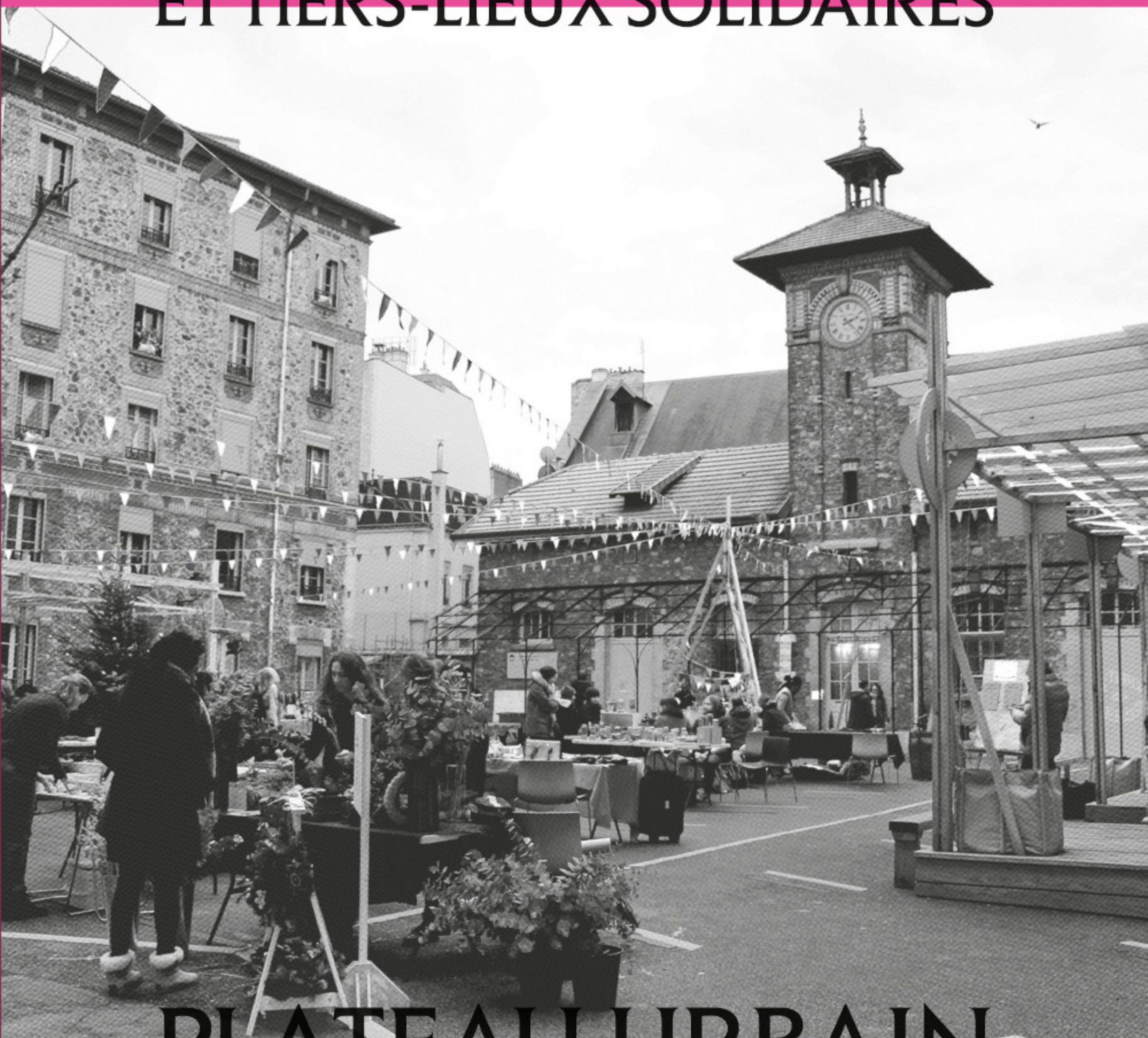


DES VILLES EN MIEUX

OCCUPATIONS TEMPORAIRES ET TIERS-LIEUX SOLIDAIRES



PLATEAU URBAIN

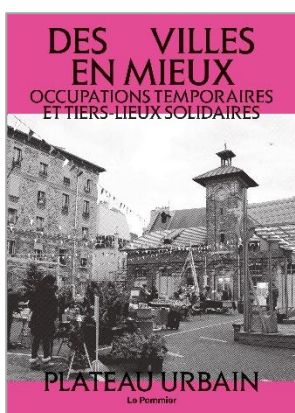
Le Pommier

Des villes en mieux

Occupations temporaires et tiers-lieux solidaires

Plateau Urbain

Un nouveau droit à la ville



288 pages – 19 €
Collection « Le Pommier »

Depuis une dizaine d'années, les tiers-lieux solidaires se multiplient. On y vient pour travailler, manger, habiter, danser, réparer des objets. Une multitude s'y retrouve et y éprouve ses différences.

Mêlant accueil social, activités culturelles, production ou apprentissage, souvent installés dans des bâtiments vacants, pour quelques temps ou pour longtemps, ces lieux hybrides interrogent notre rapport au partage, à la solidarité, à l'économie, et même à l'action publique. Ils proposent au quotidien de nouvelles formes politiques, discrètes alternatives face aux contradictions de la ville contemporaine, marchande et standardisée.

Cet ouvrage donne la parole à celles et ceux qui font vivre ces utopies concrètes et tentent d'y faire émerger un nouveau droit à la ville.

Découvrez le sommaire de l'ouvrage



Coopérative d'urbanisme solidaire, **Plateau Urbain** est un des acteurs historiques des tiers-lieux et de l'urbanisme transitoire en France.

Sous la direction de **Paul Citron, Aïnhua Jean-Calmettes, Angèle de Lamberterie, Simon Laisney et Mathias Rouet.**

SOIRÉE DE LANCEMENT DE L'OUVRAGE COLLECTIF

Judi 26 Mars 2026 à partir de 19H

à Césure – tiers-lieu porté par Plateau Urbain

13 rue Santeuil Paris 5ème

Suivez notre
actualité
puf.com



puf

SOMMAIRE

Des villes en mieux

Introduction. Imaginer des villes, en mieux

*Paul Citron, Angèle de Lamberterie et
Mathias Rouet*

PARTIE I DE QUOI PARLE-T-ON ?

L'occupation temporaire : outil de lien social ou de rente foncière ?

Mathias Rouet

Un quiproquo en forme de cheval de Troie

Paul Citron

Une ville accueillante est possible.

L'exemple des Cinq Toits

Roxana Rejai et Alice Flamand

Ce qui est invisible pour les yeux. La technique, clé de voûte des tiers-lieux temporaires

*Gautier Le Bail, Aude Ndzana Ekani et
Anthony Charoy*

Pour une architecture frugale et hospitalière

Elsa Buet

Petite révolution dans les collectivités

Agathe Hamzaoui et Camille Offret

Mais pourquoi financer des projets pas faits pour être rentables ?

*Entretien avec Audrey Charluet, architecte,
chargée des tiers-lieux à la Banque des
territoires*

Les effets plutôt que les impacts.

Repenser l'évaluation des lieux hybrides

Vincent Caillaux et Adrien Monange

Anatomie d'un-e responsable de tiers-lieu

Alice Gendre et Cassandre Bertrand

PARTIE II FAIRE FACE AUX CRISES

Pas de prime à la casse pour le bureau francilien

Simon Laisney

Occupation temporaire, ennemi ou outil des contre-cultures ?

Arnaud Idelon

L'histoire de l'immeuble de bureaux devenu actif financier et qui ne pouvait plus accueillir personne

Angèle de Lamberterie

Un lieu à soi. Travail social, hospitalité et tiers- lieux solidaires

William Dufourcq

Passoire thermique mon amour

Emmanuel Latour

Changer le logiciel de fabrication de l'espace public

*Entretien avec Yvan Detraz, architecte et
membre du collectif Bruit du frigo*

WTF, un tiers-lieu dans un couvent !

Les tiers-lieux au chevet du patrimoine

Gaëlle Cozic et Camille Offret

Un artiste dans la ville

Alban Senault

Remettre la fête à sa place

Fanny Taillandier

Micropolitique des lieux hybrides

Entretien avec Michel Lussault, géographe

PARTIE III UN MOUVEMENT DISCRET QUI RENOUVELLE LA VILLE

Génération Grands Voisins

Pascale Dubois et William Dufourcq

Le rôle des pouvoirs publics est parfois de laisser faire

*Entretien avec Marion Waller, urbaniste
et philosophe*

Infuser la fabrique de la ville, au risque de se dépolitiser

Hippolyte Roullier

Quelques bonnes raisons de parler de gaspillage immobilier

Angèle de Lamberterie

La bataille pour les interstices de nos villes. Perspectives européennes

Maxime Zaït

Un virus dans le système urbain

Entretien avec Dominique Alba, architecte

Épilogue. Quelques lignes de fuite

Paul Citron et Aïnhua Jean-Calmettes

CHANGER LE LOGICIEL DE FABRICATION DE L'ESPACE PUBLIC

Entretien avec Yvan Detraz, architecte
et membre du collectif Bruit du frigo

Le collectif Bruit du frigo milite depuis les années 1990 pour que l'aménagement des espaces publics soit pensé collectivement, avec les habitants, de la conception jusqu'à la gestion. En trente ans, les choses ont changé : l'enjeu de la participation des usagers a été intégré par les collectivités. Et pourtant, il n'a jamais été si compliqué de continuer à expérimenter.

Comment la façon de concevoir la ville et ses espaces publics a-t-elle évolué depuis vos débuts ?

Paradoxalement, il était plus simple de faire des choses il y a trente ans. Quand on a démarré en 1995, la participation des habitants était un non-sujet. Sa pratique était quasiment inexistante, mais tout était plus

Des villes en mieux

spontané, plus libre. Il y avait une forme de permisivité. On nous donnait la latitude pour investir des lieux, y compris certains espaces emblématiques des centres-villes. Au tout début, quand on était encore étudiants en école d'architecture, on a transformé la place Saint-Michel, à Bordeaux, en QG. On posait nos affaires et personne ne venait nous emmerder. C'était une façon de tester le degré de tolérance face à des actions non programmées, parce qu'on savait bien qu'à l'inverse, si on s'installait devant l'hôtel de ville, on ne tenait pas une heure avant de se faire évacuer. Dans les quartiers plus périphériques, on était complètement en dehors des regards, donc on ne se posait même pas la question de demander une autorisation. Aujourd'hui, on ne peut plus faire ce qu'on faisait à l'époque sans, *a minima*, un an de négociations. Plus généralement, nous avons été témoins d'une transformation vers une forme d'urbanisme générique : dans les grandes métropoles, les espaces publics sont devenus quasi identiques. Le phénomène de métropolisation implique une standardisation, mais aussi une forme de privatisation. Nous avons vu les espaces se refermer, se fractionner, se parceller. Cela nous a confortés dans l'idée qu'il fallait encore plus militer pour lutter contre ce rétrécissement du champ du possible, car il y a là un énorme paradoxe. Avec les nouveaux contrats de la

Changer le logiciel de fabrication de l'espace public

politique de la ville – en 2000-2006 –, l'espace public est devenu un sujet central dans l'aménagement et la planification. Les pouvoirs publics ont pris conscience qu'ils ne pouvaient plus engager autant d'années de travaux sans impliquer la population. Et pourtant, les espaces quotidiens qui ont été produits et réhabilités ces dernières années sont totalement stériles en matière de vie sociale. L'urbanité ne prend pas, alors que tous les ingrédients – des espaces aménagés, équipés – sont censés être là. Le plus souvent, les collectivités nous contactent en nous disant : « Ça ne vit pas, qu'est-ce qu'on pourrait faire ? »

Comment définir un espace public qui fonctionne ?

L'urbanité est une alchimie complexe, personne n'en a jamais trouvé la formule. Je pense néanmoins qu'un des facteurs essentiels est le temps : on ne peut pas faire sortir un quartier de terre et penser que cela va fonctionner au bout d'un an. Autre facteur : les marges de manœuvre laissées à l'appropriation. Ce qui fait l'urbanité, c'est ce que les gens projettent comme usages et désirs. Cela ne peut donc pas marcher dans des espaces verrouillés. On peut faire l'analogie avec un appartement : si tout est à sa place et que rien ne bouge, il ne vit pas. Pourtant, il est toujours aussi compliqué

Des villes en mieux

de faire accepter à des maîtrises d'ouvrage de ne pas tout figer, tout résoudre, mais au contraire de laisser des blancs, des terrains vagues, la possibilité de revenir ajuster. La norme reste par ailleurs d'investir pour trente ans. Les collectivités ayant dépensé beaucoup d'argent, il faut ensuite faire avec ce qui a été construit pendant trente ans alors que les aménagements sont déjà obsolètes au bout de quelques années, s'ils ne l'étaient pas déjà à la livraison. Auprès des pouvoirs publics avec lesquels on travaille, on essaie de faire passer un message radical : il faut intégralement changer le logiciel de fabrication de l'espace public.

Que préconisez-vous ?

De mettre en place les conditions nécessaires pour penser l'aménagement de manière collective, avec les usagers. L'aménagement, cela signifie la conception, mais aussi la réalisation, l'activation, la mise en vie, voire la gestion de l'espace public. Laisser une place à l'initiative collective à toutes les étapes change nécessairement la manière de faire : il ne s'agit plus de concevoir des espaces figés, mais de créer des processus d'aménagement permanents. Aujourd'hui, trouver une maîtrise d'ouvrage qui accepte qu'on aille jusqu'au bout des choses avec les habitants, c'est-à-dire jusqu'à

Changer le logiciel de fabrication de l'espace public

la livraison du projet pérenne, est encore exceptionnel. La plupart du temps, le participatif s'arrête à la phase de préfiguration; les archis et les urbanistes prennent ensuite le relais pour transformer le tout avec du mobilier urbain choisi sur catalogue. Et c'est dommage: quand les habitants ont suivi un projet d'année en année et de bout en bout, qu'ils l'ont construit de leurs mains, ils y sont attachés et en sont fiers. Cela a des effets immédiatement visibles sur l'urbanité. Le combat aujourd'hui est donc celui-ci: trouver des moyens pour faire évoluer le cadre normatif, réglementaire et juridique, pour sécuriser et libérer ces pratiques et pousser le plus loin possible les chances de coconstruire avec les gens. Parce que c'est de pire en pire. Même nous, nous en venons à nous censurer en matière de créativité car on anticipe les peurs de tout le monde.

Vous semblez assumer et défendre une sorte de paradoxe: les interventions à plus court terme seraient en réalité plus durables, car plus longtemps adaptées?

C'est ça: le transitoire permanent qui devient pérenne. On aménage pour les cinq-dix prochaines années, avec un budget trois fois inférieur qui permet donc une prise de risque plus importante. Dans ce cadre, on peut se permettre de pousser le curseur

Des villes en mieux

du volet participatif, d'inviter vraiment les gens autour de la table pour coconcevoir, voire coconstruire, ou encore de travailler avec des matériaux qui durent moins longtemps mais sont plus durables – du bois plutôt que du béton, par exemple. Et puis on fait le point régulièrement, pour voir comment ça évolue, conforter certaines choses, supprimer ce qui ne fonctionne pas, compléter ce qui manque au regard des nouvelles pratiques qui émergent. Pour nous, l'espace public doit être un jeu dans le temps – du moins l'espace public du quotidien, je ne parle pas des espaces urbains emblématiques à fort enjeu de représentation, où il faut envoyer de l'image. Je crois que les qualificatifs « temporaire », « transitoire », « éphémère », « pérenne » sont devenus obsolètes. Cela n'a plus de sens de mettre des curseurs de temporalité entre les projets : certains projets pensés pour deux ans finissent par en durer quinze ; inversement, d'autres conçus pour trente ans doivent être réadaptés au bout de dix ans. Cinq ou dix ans, c'est déjà une bonne échelle, car c'est difficile de se projeter au-delà. Les crises économique et climatique ont tout bouleversé, on ne peut plus avoir une vision stable de l'avenir. Tout pousse à ce que notre approche devienne la norme, mais on n'en est pas du tout encore là.

Changer le logiciel de fabrication de l'espace public

Quel rôle joue le mobilier urbain dans cette conception collective et évolutive des espaces publics ?

Nous travaillons surtout sur la partie « usage » de l'espace public : l'aménité, la manière dont on s'approprie les lieux, comment ceux-ci deviennent des espaces d'expression individuelle et collective, de mise en relation des uns avec les autres. Et, en effet, ces usages sont essentiellement permis par le mobilier et les aménagements, c'est-à-dire non pas l'infrastructure – sur laquelle nous ne travaillons donc pas – mais le « second œuvre ». Nous n'avons pas vraiment de mot pour définir la nature matérielle de ce que l'on fait, car cela prend des formes extrêmement diverses, mais on pourrait parler de supermobilier, de micro-aménagement, de micro-architecture.

Votre collectif est l'un des rares à avoir travaillé sur le périurbain. Quels enseignements tirez-vous du travail sur ces territoires ?

Quand j'ai consacré mon diplôme aux sentiers et aux refuges, le périurbain était un impensé urbanistique total. Aujourd'hui, tout le monde en parle. Comment travailler les entrées de ville, comment reconvertir les centres commerciaux, que faire du pavillonnaire, etc.

Des villes en mieux

Si on s'en est emparé à l'époque, c'est parce que c'était un terrain d'aventure génial, avec des espaces fous, en mutation permanente, une obsolescence de nombreux lieux et bâtiments, et sans couche patrimoniale qui aurait tout figé. Comme il s'agissait d'un angle mort, personne ne nous faisait chier. Plutôt dans une approche de recherche-action, on a organisé des randonnées et des pique-niques pour révéler des situations folles à la périphérie de Bordeaux. Le projet des refuges périurbains a aussi été emblématique pour montrer comment, par de petits objets, on pouvait changer le regard sur ces territoires qui représentent la moitié de la réalité des villes en matière d'habitants et de surface. Et puis on a imaginé les sentiers pour recréer de la continuité, du lien, et mettre en résonance des lieux totalement étrangers les uns aux autres. Le périurbain, cette forme d'urbanisme apparue au début du ^{xx}e siècle, rompt totalement avec des siècles d'urbanité qui pensaient la ville en relation avec son espace public. Il fait voler cette conception en éclats : il n'y a plus d'espace public au sens d'espace structurant, gratuit, accessible irriguant le territoire et reliant les espaces entre eux. Quel type de société fabrique une ville sans espaces publics ? On peut se dire qu'on court un peu à notre perte du point de vue de la sociabilité et de la démocratie.

Changer le logiciel de fabrication de l'espace public

Faites-vous un lien entre espace public physique et espace public métaphorique, celui où l'on se retrouve pour faire société ?

Bien sûr. C'est pour ça que la question de la continuité des espaces entre eux est cruciale. Dès qu'on ne peut plus passer physiquement, on commence à avoir un problème. La tendance est plutôt au cloisonnement, au rétrécissement, au retranchement, et cela dit beaucoup de choses sur notre société. L'enjeu est bien, selon moi, de recréer des espaces collectifs continus, parce que c'est à cette condition qu'il est possible de rencontrer l'altérité de manière fortuite.

*Propos recueillis par Paul Citron,
Mathias Rouet et Aïnhua Jean-Calmettes*

Depuis une dizaine d'années, les tiers-lieux solidaires se multiplient. On y vient pour travailler, manger, habiter, danser, réparer des objets. Une multitude s'y retrouve et y éprouve ses différences.

Mêlant accueil social, activités culturelles, production ou apprentissage, souvent installés dans des bâtiments vacants, pour quelque temps ou pour longtemps, ces lieux hybrides interrogent notre rapport au partage, à la solidarité, à l'économie, et même à l'action publique. Ils proposent au quotidien de nouvelles formes politiques, discrètes alternatives face aux contradictions de la ville contemporaine, marchande et standardisée.

Cet ouvrage donne la parole à celles et ceux qui font vivre ces utopies concrètes et tentent d'y faire émerger un nouveau droit à la ville.

Coopérative d'urbanisme solidaire,
Plateau Urbain est l'un des acteurs historiques
des tiers-lieux et de l'urbanisme transitoire
en France.

ISBN: 978-2-7465-2809-3



9 782746 528093

Prix: 19 euros www.puf.com

Design: © Bureau Clément Wibaut

Crédit photo: © Plateau Urbain

